

7<sup>e</sup> SÉRIE. 1<sup>er</sup> VOL. — N° 9.

32<sup>e</sup> ANNÉE. - Mai 1926.



# La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,  
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,  
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,  
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

---

## SOMMAIRE .

À nos lecteurs et amis.  
La monnaie fiscale. (IV).  
Anthologie de la Bêtise.  
Les Livres qui font penser.  
Table des matières.

---

Ce Numéro de 40 pages : 1 fr. 25

---

ADMINISTRATION & RÉDACTION :  
Georges DEHERME, à Aups (Var)

## ABONNEMENTS

---

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

---

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

---

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne **LA COOPÉRATION DES IDÉES**, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

## La Coopération des idées

### A NOS LECTEURS ET AMIS

---

Avec ce cahier s'achève le premier volume de notre septième série.

Nous continuons.

Libre. Sans compromis. Sans transiger. Pour une réaction du bon sens.

Instinct de conservation sociale, équilibre des forces morales, capital d'expériences séculaires que l'homme et la société ont accumulé péniblement et fait fructifier, — le bon sens est le cœur de la civilisation, l'intelligence de l'ordre.

Réaction — ou Révolution — surtout, en tout cas, d'abord intellectuelle. Ainsi, des propositions de réforme comme la monnaie fiscale, par exemple, ne sont ici que des appels à la réflexion. De même, l'action politique que nous indiquons et à laquelle les événements pourraient nous amener à participer effectivement. Car il y a plus de claire raison, parfois, dans un gourdin fasciste en bonnes mains ou une mitrailleuse bien pointée que dans un livre édité par Alcan. Les idées ne s'expriment pas que par des mots.

L'égoïsme dissolvant a des racines métaphysiques. Et toutes les aberrations démocratiques en émanent qui ont substitué aux sages directions du vieux bon sens français les impulsions médul-

lares de l'éloquence, des sentiments confus, des appétits du nombre et de l'argent.

La conséquence tragique, c'est que la déliquescence putride des mœurs et la décomposition sociale s'aggravent de plus en plus. Or c'est là un péril bien plus redoutable que la baisse du franc et la détresse du budget. Au cours du change des réalités sociales profondes, l'anarchie atteint des chiffres astronomiques, cependant que le pauvre bon sens papier est à presque zéro.

Rien ne se maintient que par ce qui subsiste encore des saines habitudes acquises. Mais cette ombre d'un spectre s'efface peu à peu, — au bruit sauvage des jazz épileptiques. La Bêtise triomphe...

Constatons-le : on n'y peut rien de plus que ce que nous faisons ici. On ne corrige pas, on n'endigie pas un torrent aussi tumultueux. D'ailleurs, celui qui aurait le pouvoir magique d'empêcher ses ravages devrait s'abstenir. Cette cruelle épreuve est nécessaire. Rien ne la peut suppléer. Aucune mesure spéciale, aucune offrande. Aucun holocauste même. Celui de 1.700.000 morts de la guerre s'est avéré sans efficace.

Aujourd'hui, les Français sont endurcis dans le péché contre l'esprit social qui est l'esprit tout court, dans la stupide rébellion à la raison qui est l'ordre spirituel et à l'ordre qui est la raison temporelle. Aucune parole ne saurait les persuader. « Plus on prêche l'Évangile, avait remarqué Martin Luther, plus les hommes se noient dans l'avarice, l'orgueil, le faste. »

La grande institutrice de l'homme, pour ne pas dire la seule, est la souffrance.

L'homme est un apprenti, la douleur est son maître  
Et nul ne se connaît, tant qu'il n'a pas souffert.  
C'est une dure loi, mais une loi suprême,  
Vieille comme le monde et la fatalité...

La faim et le froid ont seuls pu astreindre  
l'homme au travail, et l'esclavage le plus dur au  
travail régulier. L'insécurité, la peur seules l'ont  
discipliné à l'ordre.

En dehors d'une doctrine, d'une foi, d'un en-  
thousiasme collectif, dans l'indicible anarchie spi-  
rituelle de ce temps, la parole n'a pas d'autre vertu  
que d'avertir ceux qui la peuvent entendre vrai-  
ment.

Aussi, nous ne prêchons pas, nous n'enrôlons  
pas, nous ne faisons pas de prosélytisme. Nous nous  
efforçons simplement, en nous appliquant à reviser  
les préjugés sociaux les plus délétères, de penser  
juste. Ce sont quelques principes organiques que  
nous avons d'abord à faire admettre par une élite  
agissante. Sur ces assises solides, on pourra recon-  
struire.

Cette tâche paraît modeste. Elle est pourtant très  
ambitieuse. Si elle est sans profit et sans gloire, elle  
est certainement utile et féconde.

Nous l'assumons en attendant que les conjonc-  
tures nous en assignent une autre plus active sinon  
plus efficace.

Nous continuons.

G. D.

## LA MONNAIE FISCALE (IV)

---

### CONTROVERSE

M. le D<sup>r</sup> H. Pineau publie à La Rochelle une libre petite gazette (libre parce que petite, petite parce que libre). C'est *l'Ordre démocratique* (?) « organe social-individualiste » (??). Ce titre antithétique pourrait laisser croire, chez son rédacteur, à une grande confusion d'esprit. Il n'en est rien. Cela n'indique qu'un goût pittoresque pour le nègre blanc ou, comme dit Maurras, le cercle carré. Très souvent, la mixture est meilleure que l'étiquette.

Quoi qu'il en soit, dans son numéro de mars, M. le D<sup>r</sup> Pineau me fait cette objection quelque peu puérile :

« Il me semble, laissant de côté toutes autres objections, notamment l'énormité de l'inflation (500 milliards environ de billets) que cette façon de procéder porterait une terrible perturbation dans les comptes lorsqu'il faudrait faire un règlement avec des billets de diverses valeur, comportant chacun des francs et des centimes. Comme l'Etat émettrait tous les trimestres 5 milliards de billets, cette complication de comptes irait toujours en croissant. »

Objection, comme on le voit, d'application de détails. Or, pour le théoricien, il n'y a que les principes et les généralités qui importent.

Ces sortes de difficultés auraient à être aplanies par les techniciens et les praticiens.

Mais est-ce bien là un obstacle ?

Je ne vois pas que, de nos jours, il soit malaisé d'éta-

blir ses comptes avec des billets de 57 fr. 75 et 23 fr. 60. Cela exercerait le public à la discipline mentale de l'arithmétique. Les commerçants emploieraient plus volontiers les machines à calculer. Voilà tout. De toutes façons, ce serait moins compliqué que les évaluations en franc or, au cours du dollar, qui varie, à tout le moins, deux fois par jour, ce qui nous obligerait à compter le franc papier à 0,180 le matin et à 0,175 le soir.

M. le Dr Pineau laisse de côté « l'énormité de l'inflation ». Pourquoi? Cela ne me gêne nullement, car, en vérité, il n'y a là aucune inflation. Il n'y a inflation que lorsque la quantité monnaie en circulation dépasse les besoins du commerce. Or ce n'est pas le cas. Les virements et chèques n'étant plus admis, 500 milliards seraient à peine suffisants pour les transactions intérieures, et encore grâce à l'extrême rapidité de circulation du numéraire fiscalisé. Alors?...

Mais voici qui est plus sérieux.

M. Maurice Ajam, sénateur, vice-président de la Société positiviste internationale, me fait l'honneur de discuter mes propositions.

Avant de publier sa lettre et ma réponse qui suivra, je dois faire observer que ses principales objections tiennent à un malentendu. Au vrai, le plus souvent, M. Ajam renforce mes arguments et confirme mes déductions.

La monnaie fiscale est d'abord et surtout une monnaie crédit, elle ne se peut concevoir avec une monnaie ayant un substratum matériel : comment mon éminent contradicteur peut-il croire qu'elle abolirait le crédit? C'est qu'il pense au crédit de l'État; mais la monnaie fiscale, comme toutes les solutions vraiment positives,

ne saurait être une solution partielle, et elle a ses raisons que la raison connaît bien.

Ce n'est donc pas l'assignat, ce n'est pas l'inflation à pompe-que-veux-tu. Les assignats, c'est, à l'origine, sans doute, de la monnaie crédit ; mais étatisée. Or un gouvernement, surtout un gouvernement faible, démocratique, ne saurait résister à la tentation de manœuvrer la presse à billets. Ses besoins sont illimités, et c'est vraiment trop facile, — encore plus facile que d'emprunter.

La monnaie crédit qu'on envisage ici est tout autre chose. Elle est socialisée, indépendante de l'État, elle représente le crédit de la production, du fonds social de la nation.

Cette monnaie seule peut être fiscalisée. Or cet impôt unique, se prélevant automatiquement, stimulerait la production et accélérerait la circulation. C'est certainement l'impôt le plus équitable, le plus simple, le moins onéreux à percevoir, le moins vexatoire, le moins propice à la fraude, au rendement le plus régulier et le plus sûr.

Néanmoins, c'est la monnaie crédit surtout qui importe. Cette réforme profonde s'impose d'autant plus qu'elle est, depuis Law, en voie de s'accomplir (1). Sans l'Angleterre qui voulait conserver son hégémonie bancaire, comme les Américains, aujourd'hui, veulent propager le fétichisme de l'or parce qu'il est l'instrument de leur impérialisme, la barbare monnaie métallique — survivance du troc primitif — n'existerait plus depuis deux siècles.

En tout cas, il n'est plus possible de différer l'effort de rénovation. Il y va non seulement du rétablissement financier de la France, mais de l'indépendance nationale et de la sauvegarde de la civilisation européenne.

(1) Rien que pour le chèque postal, il y a eu, en 1925, un mouvement de fonds de 179 milliards.

Voici la lettre de M. Maurice Ajam et ma réponse  
ensuite :

Paris, le 11 février 1925.

*Mon cher et distingué confrère,*

*J'ai lu avec la plus grande attention les intéressants articles que vous avez consacrés dans votre Revue à la création d'une nouvelle monnaie, que vous appelez monnaie fiscale, et qui remplacerait la monnaie actuelle, basée sur l'or.*

*Vous ne vous faites d'ailleurs aucune illusion sur le caractère révolutionnaire d'une pareille mesure ; mais vous considérez qu'elle s'impose dans l'intérêt national. Elle serait, selon vous, le résultat de l'application d'une saine méthode positive.*

*J'ai été très ému par la lecture de vos essais ; j'y ai aperçu des parcelles de vérité dont un homme de cœur est obligé de faire état, même si elles froissent ses préjugés. Voulez-vous me permettre de vous présenter quelques objections, en vous indiquant le résultat de mes observations personnelles, recoupées par les avis de mes amis ?*

*Autant que j'ai pu comprendre votre raisonnement, parfois difficile à suivre, — ce dont il ne faut pas s'étonner en une si délicate matière, — vous entendez surtout créer une monnaie nationale, basée sur des valeurs certaines, représentant des opérations commerciales et industrielles, n'ayant aucun caractère fictif.*

*Vous émettez d'abord un argument incontestable : c'est que notre monnaie actuelle (billets de banque et jetons) ne repose plus que sur le crédit de l'État qui l'a émise. Par conséquent, la promesse du remboursement en or de tous les papiers qui sont en circulation est une chimère.*

*Je vous ferai cependant remarquer que la vie économique du pays est entretenue par cette chimère. Le monde n'est pas seulement conduit par des raisonnements économiques d'une logique impeccable, il repose aussi sur la psychologie des foules. Il y a une logique individuelle et une logique sociale. Ce qui a maintenu, ce qui maintient encore la valeur relative du franc, c'est justement cette croyance répandue qu'il sera un jour remboursable en or. Et notez bien que les étrangers eux-mêmes n'ont pas perdu cette espérance.*

*A toutes les époques de son histoire, la France a su échapper grâce à sa vaillance, à son infatigable labeur, à son esprit d'épargne, aux conséquences de formidables catastrophes, presque toujours provoquées par les erreurs de ses dirigeants.*

*Certes, à considérer l'étendue du gouffre qui s'étend sous nos pas, on pourrait désespérer de l'avenir. Cependant, je connais plus d'un étranger — même pris parmi ceux qui n'ont pas de sympathie pour nous — qui croient à notre relèvement.*

*La plupart des économistes, avant la triste année 1914, étaient convaincus qu'une guerre généralisée ne pourrait pas durer plus de quelques mois, à raison de l'épuisement financier des belligérants. Pourquoi cette prédiction a-t-elle été si cruellement démentie par les faits? Parce que les économistes n'avaient pas encore compris la toute puissance du crédit.*

*Qu'est-ce donc que le crédit? A ce sujet deux mots d'histoire, s'il vous plaît!*

*Pendant de longs siècles, l'humanité civilisée a vécu sous le régime du troc. Quand l'usage de la monnaie s'est répandu, les métaux précieux qui formaient cette monnaie avaient, à raison de leur rareté, une valeur intrinsèque qui en faisait aussi une marchandise. On peut dire qu'aussi longtemps que l'or et l'argent ont été la seule monnaie, l'humanité a continué de vivre sous le régime du troc.*

*Mais les jurisconsultes romains ont codifié sur des tables d'airain un usage qui remontait à la plus haute antiquité : le prêt à intérêt. En bonne logique et en bonne justice, le prêt à usage seul devrait exister entre deux hommes qui sont frères; la sagesse des nations se résumerait alors dans cet axiome : « Je te prête pour une durée limitée tel objet, sous cette seule condition que tu m'en rendras en bon état. »*

*Je vous ferai remarquer que les Pères de l'Église n'ont jamais admis une autre forme de contrat. Mais, que nous le voulions ou non, l'égoïsme humain a trouvé le moyen d'abord de faire payer une indemnité pour les objets matériels prêtés, et ensuite, considérant l'argent comme marchandise, de faire payer une indemnité (un intérêt) pour la monnaie prêtée. Et vous savez si les Romains ont plaisanté avec ce droit de créance! Ils avaient été jusqu'à édicter que les créanciers auraient le droit de faire couper en morceaux leur débiteur insolvable.*

*Shylock remonte donc bien, au delà de Shakespeare!*

Un érudit un peu pédant pourrait nous démontrer que, même au temps de Rome, la monnaie de papier existait déjà. On en a retrouvé des échantillons bien curieux dans ces Sociétés d'entreprises minières ou d'entreprises de publicains (collecteurs d'impôts), qui semblent avoir déjà utilisé les actions et les obligations. Mais passons aux temps modernes et disons que le papier-monnaie n'apparaît guère qu'avec les banquiers juifs, avec les financiers des Républiques italiennes du XVI<sup>e</sup> siècle, et enfin avec ce fameux Law, qu'un économiste appelait récemment le « Napoléon de la Finance ». Law n'a pas inventé les papiers publics; mais, si je ne me trompe, c'est bien lui qui a imaginé de mettre en papier les terrains du Missisipi. S'il avait réussi dans son entreprise géniale, il est probable que la France aurait damé le pion à l'Angleterre et que Paris aurait été la première place bancaire du Monde.

Le XIX<sup>e</sup> siècle a tout naturellement développé ce principe vraiment miraculeux du crédit. Avec la vapeur, l'électricité, les nouveaux moyens de transports s'est développée la Société anonyme, c'est-à-dire l'union des capitaux, petits et grands, en vue de l'exploitation industrielle et commerciale de la Planète.

Un grand financier, M. Octave Homberg, dans une conférence qu'il faisait récemment à l'École des sciences politiques disait que la Société anonyme était la grande innovation correspondant au régime démocratique. Il avait raison, car si l'on examine impartialement la fameuse loi de 1867, on voit qu'elle est conçue d'après des idées qui sont assez conformes aux conceptions gouvernementales de notre Maître Auguste Comte.

Les Conseils d'administration s'imposent dès le début, soit par leur technicité, soit par leur influence pécuniaire; l'Assemblée générale des actionnaires ne fait guère que confirmer des co-optations. Les directeurs demeurent contrôlés; mais ils ne sont pas, vis-à-vis de leurs électeurs, dans la situation lamentable de servitude où se trouve un député vis-à-vis de sa circonscription.

Les socialistes ne s'y sont pas trompés, et si vous voulez lire un ouvrage récent d'un philosophe du communisme, M. Berth (1), lequel se réclame par ailleurs de Proudhon, vous verrez que c'est à la destruction de la Société anonyme que poussent d'abord les révolutionnaires.

(1) Guerre des États ou Guerre de classes.

Quel a été le rôle essentiel de la société anonyme? Appliquant dans ses dernières conséquences la théorie du droit de créance, elle a — en réalité — monnayé des valeurs dont l'existence n'était pas encore certaine. Il y a, dans toute entreprise, une part de chimère, et c'est l'espoir d'un gain élevé, quoique problématique, qui a incité les possesseurs d'épargne à accepter en paiement des papiers qui représentaient en réalité des billets de loterie. Or, sans ces papiers, dont beaucoup sont devenus illusoire, nous n'aurions pas fait sortir la houille des entrailles de la terre, nous n'aurions pas construit des milliers de kilomètres de chemins de fer, et les mers n'auraient pas été sillonnées par des lignes de paquebots.

N'oubliez pas qu'en émettant des rentes, l'Etat n'a pas eu pour but de trouver les ressources indispensables au fonctionnement des services publics. Théoriquement, l'impôt suffit à cette tâche. Certes, il est arrivé parfois que les budgets normaux ont été bouclés de cette façon; mais reconnaissons loyalement que la plupart des capitaux empruntés ont servi à construire, dans chaque nation, un puissant outillage économique qui a contribué à l'amélioration du sort des hommes.

Ce n'est donc pas seulement la guerre qui a rendu l'Etat banquier, qui l'a transformé en une espèce de Société anonyme, c'est la fatalité naturelle des choses.

J'aperçois dans le système préconisé par vous (ce qui n'a rien d'étonnant puisque vous admirez Proudhon) une singulière parenté avec les théories communistes de M. Berth. En effet, ce dernier entend supprimer, comme vous, toutes ces valeurs-papiers, ces titres de Bourse qui, selon lui, ne correspondent à aucune valeur réelle. La seule valeur certaine est, selon lui, celle qui se voit, qui se touche et qui produit des services immédiats; ainsi la terre, l'immeuble.

Il est possible que toute la doctrine de Karl Marx, qui, comme vous la savez, a été inspirée par l'horreur des manufactures anglaises, soit basée sur cette annulation des papiers de Bourse dans lesquels les collectivistes aperçoivent une richesse fictive, n'ayant d'existence que sous cette condition que les travailleurs peineront et surtravailleront pour procurer des intérêts et des dividendes à des bourgeois repus.

Cette théorie s'applique d'ailleurs admirablement à l'Etat-banquier qui, dans le système socialiste, ne paye les intérêts à ses

riens qu'avec la sueur de ceux sur lesquels retombe finalement le fardeau de l'impôt.

Toute cette thèse de la répercussion de l'impôt a été développée et soulignée dans tous les congrès socialistes nationaux ou internationaux.

Il apparaît que votre théorie de la monnaie touche de très près à la théorie anticapitaliste, soutenue par Karl Marx et par son meilleur disciple, Lénine.

Ou je vous ai mal compris ou vous entendez ramener la monnaie à un simple moyen de faciliter les échanges entre valeurs réelles et services réels. Vous en revenez donc à la théorie des Pères de l'Église et vous supprimez aussi bien l'intérêt que le dividende.

Toute la question se résume donc à savoir si vous entendez supprimer le capital, c'est-à-dire le système du crédit tel qu'il existe depuis Law, ou si vous entendez conserver une organisation économique et financière sur laquelle reposent toutes les Sociétés modernes?

En lisant vos intéressants articles, je me reportais aux beaux jours de ma jeunesse, au temps où j'entendais Jules Guesde soutenir que le bien être humain existerait quand on aurait remplacé la monnaie à étalon d'or ou d'argent par des bons de consommation. Je ne demande pas mieux que d'être détrompé; mais il me semble que votre monnaie fiscale, ou nationale, est un simple bon de consommation.

Certes! la tyrannie américaine est bien douloureuse. En vertu du principe que l'eau va toujours à la rivière, les Américains ont réuni dans leurs coffres-forts à peu près tout l'or du Monde. Et comme cet or, ils ne peuvent ni le manger, ni malgré leur régime sec — le boire, ils voudraient le vendre au plus haut prix aux Nations qui ne le possèdent pas et, par conséquent, mettre en état de vassalité économique et faire travailler pour leur compte tous les peuples dédorés.

De même que l'indignation fait le poète, de même votre colère a suscité en vous le violent désir d'échapper à l'étreinte des hommes d'entre-Océan.

Théoriquement, votre système est parfait. Si, abolissant tous les papiers existants, nous les remplaçons par une monnaie intérieure, représentant exactement la valeur des denrées fournies aux consommateurs, si la France était un vase clos, nous pourrions chez nous pratiquer tranquillement nos échanges et nous moquer des

étrangers, qui viennent aujourd'hui chez nous se nourrir qu tiers du prix réel (mondial) de ce qu'ils consomment.

Mais, malgré les espérances optimistes que nous pouvons fonder sur nos colonies, nous devons admettre que nous ne pouvons pas vivre sur nos propres ressources. Nous dépendons de l'Amérique et d'autres nations pour la laine, le coton, le charbon, le pétrole, le café, le thé, le chocolat, les huiles etc., etc...

Je vous admire quand vous proclamez que la pauvreté n'est pas un état désagréable et qu'il serait bon pour la France de se retremper au moins dans un bain de médiocrité ; mais il me paraît incontestable que, pratiquement, il est tout à fait impossible, sans une catastrophe, de nous priver des matières premières dont les étrangers sont les souverains détenteurs. Dans l'état actuel de la civilisation, une monnaie qui n'aurait pas un caractère international, ou qui ne pourrait pas être appréciée internationalement, ne serait pas une monnaie.

Ajoutons que si tous les fameux papiers qui semblent gêner la réforme sociale étaient supprimés, il serait impossible d'assurer, dans toutes les classes, la retraite qui peut être constituée uniquement par le crédit.

Ah ! j'entends bien votre raisonnement. Vous me dites : « Que sont donc devenus aujourd'hui les titres de rentes qui ont été revêtus de la signature de l'État ? Si on estime leur capital en or, les rentiers ont perdu près de 90 0/0 ». C'est exact ; mais cependant ce papier demeure à l'intérieur du pays comme une valeur réelle ; il est soumis aux échanges, il se transforme en denrées et en services, et vous savez bien qu'à l'heure actuelle, les satisfactions qu'il procure sont bien au delà de leur estimation en or. Et puis, les rentiers ont devant eux l'espérance de la reprise du franc.

Cette espérance est-elle sérieuse ? Mon cher confrère, ni vous, ni moi n'en savons rien. Le financier dont je parlais plus haut, M. Homberg, déclare que si nous arrivions à faire en politique l'union nationale, si l'État français pouvait inspirer confiance, nous arriverions petit à petit à consolider notre situation, à stabiliser au moins notre monnaie, à éviter la faillite réelle, c'est-à-dire la réduction à zéro des papiers publics.

Est-ce que cette période de transition, si longue et si pénible qu'elle soit, n'est pas préférable à une banqueroute immédiate, aux inévitables désordres, aux émeutes, aux désespoirs qui la suivront ?

Vous dites notamment, en ce qui touche le sort des vieux

citoyens, qu'il vaudrait mieux, comme jadis, quand il n'y avait pas de rente, les laisser à la charge de leur famille, le système étatiste des retraites ayant souvent eu pour résultat de rompre la tradition familiale et de développer les instincts égoïstes des enfants. Hélas ! il y a beaucoup de vrai dans ce que vous dites ; mais le régime patriarcal est dans le passé et j'ai bien peur qu'aucun effort ne puisse le ressusciter :

*Je crains de m'être laissé entraîner au delà des limites d'une lettre. Excusez-moi ! ces questions sont si complexes. Essayons de conclure.*

A mon humble avis, la véritable doctrine positiviste se résume à suivre l'axiome de l'illustre Montesquieu : « Il ne faut toucher aux institutions que d'une main tremblante. » Cet axiome doit être complété d'ailleurs par celui de Pierre Laffitte : « Tout ce qui a duré a été nécessaire. » C'est par ce dicton que notre illustre Maître justifiait le suffrage universel qu'il considérait comme un mal inévitable. On peut d'ailleurs en dire autant de la propriété, du gouvernement et du mariage.

Les sociétés actuelles sont tellement cimentées par le crédit et par le papier qu'on ne pourrait bousculer la situation présente sans tout précipiter dans l'abîme. Que les papiers émis soient le fait d'une société industrielle, d'une banque ou de l'État, ils constituent tous une véritable monnaie plus ou moins facilement échangeable. Est-ce qu'une valeur de Bourse, dont le marché est large, n'est pas une véritable monnaie ?

Dans cette avalanche de papier, il en est qui conserveront leur pleine valeur, d'autres qui l'augmenteront, d'autres qui s'aviliront. C'est la loi de la vie financière.

Prenez les actions de n'importe quelle Société anonyme, et faites la part de ce qu'elles représentent de valeur réelle au jour d'une liquidation : vous obtiendrez peu de chose. Les mines elles-mêmes n'échappent pas à cette loi, bien qu'elles contiennent des trésors enfouis dans la terre. Seulement, ces trésors n'ont de valeur qu'à l'aide d'un coûteux outillage, à l'aide du génie et du labeur humains.

Il n'y a plus aujourd'hui de différence essentielle entre toutes ces créances et la monnaie proprement dite, puisque l'or est disparu.

*Et même, lorsqu'il s'agit de capitaux, je n'aime pas beaucoup la discrimination entre capitaux actifs et capitaux passifs. Est-ce que tous les capitaux ne sont pas actifs? L'argent qui est touché par les rentiers sert à les nourrir d'abord, ce qui est bien une utilité sociale, et s'il y a superflu, il est immédiatement employé à soutenir ou à fonder de nouvelles entreprises qui procurent à l'humanité des salaires, des denrées, des objets utiles.*

*Certes, la richesse a ses excès et ses scandales. Mais allez donc supprimer, dans une nation, les inutiles, les prodiges, les demi-fous et les fripouilles! Les communistes aussi prêchent le retour à l'ascétisme. Lisez les beaux travaux d'André Lavertujon, et vous verrez que pendant près de cinq siècles ce fut là l'idéal du catholicisme; mais l'Église, malgré son influence, n'a pas pu empêcher le développement de la vie économique.*

*Au risque de passer pour un optimiste impénitent, je vous ferai remarquer que, dans la gabegie actuelle, la situation matérielle des ouvriers manuels s'est largement améliorée. Ils satisfont, de toute évidence, plus de besoins qu'avant la guerre. Je suis convaincu que si l'on avait laissé la liberté économique étendre ses bienfaits, vous auriez vu déjà disparaître beaucoup de taudis, car jamais le besoin de bien-être ne s'est fait autant sentir au sein des classes dites prolétariennes.*

*Voilà, mon cher Confrère, les principales réflexions qu'a fait surgir en moi la lecture de vos travaux si vivants, si passionnément intéressants.*

*Espérons que l'avenir donnera raison à mon optimisme contre votre pessimisme.*

*Votre confraternellement dévoué,*

MAURICE AJAM,  
Vice-président de la Société positiviste internationale.

Dès l'abord, M. Maurice Ajam indique bien que mon projet comporte de profondes transformations économiques et politiques. Qu'il soit démontré que ces réformes s'imposent pour le bien général, cela les justifie. Même s'il y a quelques intérêts particuliers lésés et quelques heurts. Les mots ne m'offusquent point. « Révo-

lutionnaire » non plus que « réactionnaire ». Rien de plus « révolutionnaire », par exemple, qu'une religion qui s'instaure. Ni de plus fécond.

Quelques précisions suffiront à dégager le débat des confusions qui le feraient dévier.

La monnaie « basée sur des valeurs certaines » serait une marchandise. Étant une marchandise, comme l'or, elle serait soumise aux fluctuations des cours, ne serait-ce que par l'accaparement et l'agio. La monnaie scientifique que je préconise est un rapport d'échange sans plus, elle n'est pas une valeur quelconque, mais un chiffre abstrait, un dénominateur commun des valeurs. Elle ne « représente pas des opérations commerciales et industrielles », elle les facilite. C'est un instrument perfectionné du commerce. C'est un signe de l'échange de services ou de produits.

La monnaie n'est pas une richesse. La monnaie est essentiellement un signe de crédit, un titre d'échange. Il y a « ruine » et « désastre » quand il n'y a rien à échanger, quand il y a disette de produits utiles ou quand les échanges sont enrayés. Il y a prospérité et bien-être quand la production est stimulée, quand il y a des marchandises en abondance à échanger et quand la circulation est accélérée. Or, c'est une monnaie chère, raréfiée, et par là monopolisée, accaparée, qui paralyse la production et trouble la circulation.

La monnaie crédit exprime le crédit mutuel de tous les producteurs. Ainsi elle excommunie socialement tout l'élément parasitaire. Le voilà bien le « caractère révolutionnaire » ou « réactionnaire » !

Ce crédit n'est donc plus celui de l'État. C'est ce qui différencie la monnaie fiscale du papier-monnaie et des assignats. Car le crédit ne se peut fonder que sur la production. Or l'État n'est pas producteur. Inéluctablement, tous les États qui en appellent au crédit vont à la banqueroute, plus ou moins déguisée (inflation,

conversion, moratoire). Celle de l'État français est accomplie aux neuf dixièmes.

Toutes les calamités qu'on impute à l'inflation fiduciaire ne proviennent que de l'incohérence avec laquelle procède un gouvernement dépendant de toutes les influences contradictoires, ne recherchant que la facilité au jour le jour, et aussi incapable de prévoir que de pourvoir.

Raison de plus pour lui enlever sa fonction de banquier et pour confier le rôle d'émettre la monnaie et de la garantir à un organisme strictement économique.

L'État n'a besoin que d'obéissance, c'est-à-dire de crédit moral. Le crédit économique, précisément, l'affaiblit. Il n'a pas à emprunter. Il n'a qu'à retenir et pousser, à surveiller et commander.

Il est absurde qu'un gouvernement dépende de l'argent comme des votes des gouvernés.

La complexité croissante du social exige la spécialisation et l'intégration des fonctions. Il faut donc séparer le politique de l'économique. Il faut confiner l'État dans ses propres fonctions politiques — ce qui nous préservera d'abord de ses empiétements spirituels — et créer un organisme de direction économique. Cet organisme, formé par les Chambres de commerce, les grands syndicats patronaux, les coopératives, fédérations ouvrières, etc., et représentant l'activité économique et le crédit de la France, émettrait la monnaie, percevrait l'impôt et fournirait des ressources à l'État.

Devant les ruines qu'accumule la gabegie parlementaire, tous les Français y pensent plus ou moins nettement. Par exemple, les grands industriels qui s'offrent à souscrire pour constituer une caisse d'amortissement exigent avant tout que la gestion de cette caisse reste indépendante de l'État. Rien de plus sage. On regrette seulement que cette saine tendance se marque à propos d'un projet dont la réalisation sera profitable surtout à

nos rapaces créanciers anglo-américains. Mais le principe est posé.

La démocratie est le mal. Nous en crèverons si nous n'acceptons point d'en guérir. Son plus grand méfait, celui contre lequel nous avons à réagir le plus énergiquement, a été précisément d'inciter les gouvernements à outrepasser leurs fonctions, à grossir monstrueusement leurs budgets, à usurper sur tous les pouvoirs, y compris le spirituel, à se substituer à toutes les activités, aux compétences, à tout tenir, à tout étreindre pour tout confondre et tout entraver.

Présentement, l'État étant devenu ce monstre informe, à la fois tyrannique et faible, aucun système, aucun dictateur de génie ne pourrait rétablir l'ordre. Il faut d'abord ranimer l'activité civique en rendant leur jeu aux organes sociaux atrophies, en réduisant l'État à ses dimensions normales, en cessant de lui prodiguer, par les emprunts surtout, de trop puissants moyens de corruption paralysante et destructive, en lui retirant les pouvoirs dont il ne peut que mésuser, pour le mieux adapter à son rôle de police intérieure et de défense extérieure, et lui rendre toute son autorité politique.

Ce ne serait pas le moindre avantage de la monnaie fiscale, notamment, que d'alléger l'État de la charge de collecteur des impôts. C'est le plus souvent à propos des impôts, et surtout pour la manière dont ils sont levés, que surgissent les agitations, les antagonismes de classes, et parfois l'émeute. Avec la monnaie fiscale, ce serait l'agrégation des forces économiques du pays, constituant un véritable gouvernement économique, effectif et compétent, qui, je le répète, émettrait la monnaie, percevrait ainsi, gratuitement, l'impôt et fournirait à l'État les ressources budgétaires.

Les partisans du franc or sont abusés par une grosse erreur. A savoir que l'or est le meilleur étalon monétaire parce qu'il est une « valeur intrinsèque »

stable. Or, je ne puis que le redire, il n'y a pas d'étalon de valeur ni de « valeur intrinsèque », car la valeur ne peut être qu'un rapport, et un chiffre seul peut exprimer exactement un rapport. D'ailleurs, l'or est une marchandise dont les cours, comme celui de toutes les marchandises, ont varié considérablement durant ces deux derniers siècles. Stanley Jevons a établi que le prix de l'or a fléchi de 46 0/0 de 1789 à 1809, s'est élevé de 145 0/0 de 1809 à 1849 et s'affaissa de nouveau de 20 0/0 de 1849 à 1874. Avec la production intensive des mines de l'Afrique australe, il baissa derechef. Depuis l'armistice, nos bons alliés les Américains sont parvenus à en surfaire encore considérablement la valeur. Le métal argent, par exemple, est beaucoup moins variable. Aussi, M. Massabuau, sénateur, a-t-il proposé de créer le franc argent. Mais si la dignité d'étalon monétaire était rendue à ce métal, il est probable qu'il ne tarderait pas, lui aussi, à être soumis aux fluctuations si favorables à l'agio.

M. Maurice Ajam est trop averti de ces questions pour ne pas reconnaître que le préjugé du franc or ne repose que sur une fiction, Mais, ajoute-t-il, « le monde n'est pas seulement conduit par des raisonnements économiques d'une logique impeccable ». Certes; mais il appartient à qui enseigne et dirige de « savoir pour prévoir afin de pourvoir ». Qui parcourt les déserts africains apprend à ses dépens qu'un mirage pour optimiste qu'il soit, est un dangereux et souvent mortel point de direction. Le rêve n'est pas éternel, il se dissipe. Le moment approche où le réveil sera provoqué brutalement par la dislocation du mécanisme social marchant à contre sens. Et ce sera la panique catastrophique.

La superstition de l'or a pu avoir son utilité comme substitut d'un crédit que l'insécurité générale et surtout une activité économique rudimentaire rendaient précaire; mais, désormais, elle est franchement absurde

étant nocive. Il convient de la remplacer par une croyance démontrable. Ce sera le crédit organisé, en rapport avec la puissance productive et les relations de plus en plus complexes d'une civilisation industrielle.

Présentement, le péril des chimères paresseuses apparaît. Elles font croire au public ignorant que la pire des calamités est d'être démuné du métal sacré, et, dans sa noble candeur, le Français né malin est tout disposé à se laisser vassaliser par l'étranger qui détient le fétiche prestigieux. Déjà, ces bons Belges, livrés aux activistes flamingants et aux Vandervelde ahuris, pour revenir au franc or, stabiliser, assainir leur monnaie, se sont laissé portugaiser, — *ad majorem Moneta gloriam*.

M. Ajam est optimiste quand même. Je le suis avec cette réserve que les conditions d'ordre seront remplies, que l'effort de réfection sera consenti. C'est tonifier le moral, ranimer le sentiment national vivifiant que de montrer que l'or n'est pas indispensable et que rien n'est perdu, malgré l'écroulement du change, si l'activité économique ne se ralentit point et si la discipline sociale est maintenue. Au contraire, paralyser la production, enrayer la circulation, favoriser l'agio, dilapider le capital social, asservir le pays à l'étranger, tarabuster, terroriser le contribuable, provoquer finalement une effroyable guerre civile pour « assainir » la monnaie, c'est lancer le meurtrier pavé de l'ours. Le pavé fût-il d'or, le résultat est désastreux. On rate le moucheron-inflation, mais non l'ami. Méfions-nous surtout de l'ours démagogue.

La guerre a manifesté la puissance du crédit. L'ayant indiqué, M. Ajam recherche la nature de cette force méconnue. C'est un remarquable exposé en bref ; mais il en ressort évidemment que l'usure est liée à l'institution de l'argent. Entendons la monnaie marchandise, et donc raréfiée, et donc accaparée. Le crédit même ne suppose pas nécessairement l'intérêt, la rente monétaire. Au demeurant, il en est la négation. L'intérêt n'est-il

pas d'autant plus élevé que le crédit est moins développé. Même avec une monnaie défectueuse, on l'a vu, aux périodes d'ordre relatif et de sécurité provisoire, descendre, même à 21 o/o, et tendre manifestement à 0.

Il est bien vrai que Shylock, qui avant de disparaître définitivement s'est réfugié aux États-Unis, est bien plus ancien que Shakespeare. Le taux d'intérêt des banquiers grecs variait de 25 à 48 o/o. Du temps de Cicéron, à Rome, c'était 44 et 48 o/o. Caton l'Ancien, Sénèque étaient de féroces usuriers. Mais l'inflation — cet épouvantail — a du moins cette vertu de tuer Shylock. Aussi, avec quel cœur — en coffre-fort — nos alliés souhaitent-ils que nous « assainissions » notre monnaie à l'exemple de la Pologne et de la Belgique, et que, d'abord, nous constituions une caisse d'amortissement !

Oui encore, Law fut un financier génial. Si, déjà, l'Angleterre ne s'était pas assuré tant de serviteurs en France, Law eût sauvé la Monarchie. A tout le moins, la Révolution n'eût pas été explosive, elle serait restée dans les limites de l'ordre préservateur et constructeur, plus nécessaire au progrès que celui-ci ne l'est à celui-là.

Malheureusement, le Parlementarisme, manœuvré par la bancocratie internationale et beaucoup plus sensible encore à la pression étrangère que la Régence, ne peut faire surgir, à la place d'un Law, que des Painlevé, des Caillaux, des Loucheur, des Doumer et autres Péret.

Sur les Sociétés anonymes, je suis pleinement d'accord avec M. Ajam. C'est une des meilleures machines du capitalisme. La monnaie fiscale ne peut que les favoriser de toute manière. Et d'abord en aiguillant l'épargne vers les actions participantes des Sociétés anonymes ou en commandites, — industrielles, commerciales ou agricoles. C'est la pernicieuse absurdité des emprunts publics qui est contraire au capitalisme producteur.

« Dans ses Mémoires, Saint-Simon rapporte que, de son temps, le droit d'emprunter n'était pas pleinement

reconnu à l'État. A ce sujet, on se rappelle l'amère objurcation de Colbert au légiste Lamoignon, qui venait de faire accepter par le roi un projet d'emprunt : « Croyez-vous que je ne susse pas comme vous qu'on « pouvait trouver de l'argent à emprunter?... Voilà donc « la carrière ouverte aux emprunts, par conséquent à « des dépenses et à des impôts illimités » ! C'est que, « sous les tyrans », le pouvoir de l'État avait ses bornes. On ne pouvait engager l'avenir. Si bien que la tendance était de reconnaître au roi de France, remarque Coquille, « le droit de répudier les dettes de son prédéces- « seur, si elles portaient atteintes aux ressources et à « l'unité du pays... Le roi avait la couronne en usufruit, « et non en propriété. C'est pour cela qu'il ne pouvait « en disposer » (1).

En défendant le principe des emprunts, mon correspondant perd pied. Il ne voit pas qu'il se contredit. Rien n'est plus opposé à l'épanouissement fécond des Sociétés, à la concentration féconde des capitaux, au capitalisme dans ce qu'il a de positif, que le système des emprunts qui n'engendre que des rentiers, c'est-à-dire, comme le disait Comte, des « producteurs de fumier ».

Le Grand Livre de la Dette publique, c'est du communisme débiteur, la prise au tas dans la richesse future, à produire. C'est le pire des stupéfians sociaux.

C'est surtout en France, grâce à la carence de toute direction générale, qu'on a usé et abusé des émissions de ce genre. Les grandes Sociétés dites de crédit, suivant l'impulsion donnée au début par M. Henri Germain du Crédit Lyonnais (2), faisaient souscrire aux emprunts publics, aux émissions d'obligations du Panama, des chemins de fer, la presque totalité des deux à trois mil-

(1) Georges DEHERME, *Le Positivisme dans l'action*.

(2) Cela pourrait expliquer que deux de ses richissimes descendants soient des défaitistes dénationalisés et des bolchévistes de salons.

pas d'autant plus élevé que le crédit est moins développé. Même avec une monnaie défectueuse, on l'a vu, aux périodes d'ordre relatif et de sécurité provisoire, descendre, même à 21 0/0, et tendre manifestement à 0.

Il est bien vrai que Shylock, qui avant de disparaître définitivement s'est réfugié aux États-Unis, est bien plus ancien que Shakespeare. Le taux d'intérêt des banquiers grecs variait de 25 à 48 0/0. Du temps de Cicéron, à Rome, c'était 44 et 48 0/0. Caton l'Ancien, Sénèque étaient de féroces usuriers. Mais l'inflation — cet épouvantail — a du moins cette vertu de tuer Shylock. Aussi, avec quel cœur — en coffre-fort — nos alliés souhaitent-ils que nous « assainissions » notre monnaie à l'exemple de la Pologne et de la Belgique, et que, d'abord, nous constituions une caisse d'amortissement !

Oui encore, Law fut un financier génial. Si, déjà, l'Angleterre ne s'était pas assuré tant de serviteurs en France, Law eût sauvé la Monarchie. A tout le moins, la Révolution n'eût pas été explosive, elle serait restée dans les limites de l'ordre préservateur et constructeur, plus nécessaire au progrès que celui-ci ne l'est à celui-là.

Malheureusement, le Parlementarisme, manœuvré par la bancocratie internationale et beaucoup plus sensible encore à la pression étrangère que la Régence, ne peut faire surgir, à la place d'un Law, que des Painlevé, des Caillaux, des Loucheur, des Doumer et autres Péret..

Sur les Sociétés anonymes, je suis pleinement d'accord avec M. Ajam. C'est une des meilleures machines du capitalisme. La monnaie fiscale ne peut que les favoriser de toute manière. Et d'abord en aiguillant l'épargne vers les actions participantes des Sociétés anonymes ou en commandites, — industrielles, commerciales ou agricoles. C'est la pernicieuse absurdité des emprunts publics qui est contraire au capitalisme producteur.

« Dans ses Mémoires, Saint-Simon rapporte que, de son temps, le droit d'emprunter n'était pas pleinement

reconnu à l'État. A ce sujet, on se rappelle l'amère  
objurgation de Colbert au légiste Lamoignon, qui venait  
de faire accepter par le roi un projet d'emprunt :  
« Croyez-vous que je ne susse pas comme vous qu'on  
« pouvait trouver de l'argent à emprunter?... Voilà donc  
« la carrière ouverte aux emprunts, par conséquent à  
« des dépenses et à des impôts illimités » ! C'est que,  
« sous les tyrans », le pouvoir de l'État avait ses bornes.  
On ne pouvait engager l'avenir. Si bien que la tendance  
était de reconnaître au roi de France, remarque Co-  
quille, « le droit de répudier les dettes de son prédéces-  
« seur, si elles portaient atteintes aux ressources et à  
« l'unité du pays... Le roi avait la couronne en usufruit,  
« et non en propriété. C'est pour cela qu'il ne pouvait  
« en disposer » (1).

En défendant le principe des emprunts, mon corres-  
pondant perd pied. Il ne voit pas qu'il se contredit. Rien  
n'est plus opposé à l'épanouissement fécond des Sociétés,  
à la concentration féconde des capitaux, au capitalisme  
dans ce qu'il a de positif, que le système des emprunts  
qui n'engendre que des rentiers, c'est-à-dire, comme le  
disait Comte, des « producteurs de fumier ».

Le Grand Livre de la Dette publique, c'est du com-  
munisme débiteur, la prise au tas dans la richesse future,  
à produire. C'est le pire des stupéfiants sociaux.

C'est surtout en France, grâce à la carence de toute  
direction générale, qu'on a usé et abusé des émissions  
de ce genre. Les grandes Sociétés dites de crédit, suivant  
l'impulsion donnée au début par M. Henri Germain du  
Crédit Lyonnais (2), faisaient souscrire aux emprunts  
publics, aux émissions d'obligations du Panama, des  
chemins de fer, la presque totalité des deux à trois mil-

(1) Georges DEHERME, *Le Positivisme dans l'action*.

(2) Cela pourrait expliquer que deux de ses richissimes descendants  
soient des défaitistes dénationalisés et des bolchévistes de salons.

liards de notre épargne annuelle l'a avant-guerre. Comme l'État français ne pouvait tout absorber, on prêtait à l'Europe, au monde entier. Ce qui permettait à ces peuples d'acheter des canons pour nous rembourser en monnaie-obus, — intérêt et principal.

Cependant nos Sociétés anonymes manquaient de capitaux. Et les nouveaux rentiers et fonctionnaires désertaient les campagnes en malthusiant opiniâtrément.

J'entends bien que le produit des emprunts devait parfois être employé aux grands travaux d'utilité publique. C'était le prétexte. Mais les préoccupations électorales ne laissaient point d'intervenir. Et l'on construisait surtout l'inutile et dispendieux arsenal de Roanne, l'on consacrait aux petits ports des circonscriptions radicales-socialistes les sommes qui eussent dû servir à l'aménagement, à l'outillage des grands ports, comme Le Havre, Bordeaux, Marseille, etc.

Ce n'est pas l'affaire de l'État d'être banquier, entrepreneur. Il ne sait, il ne peut fabriquer que des électeurs quémandeurs, des fonctionnaires sinécuristes et des rentiers. Résultats : démagogie, gabegie, dilapidation de la richesse nationale, paresse, malthusisme, anarchie générale.

Je n'aspire nullement à la suppression des valeurs papier, des titres de Bourse. Étant aussi abondante que l'exigent les transactions commerciales et les besoins économiques, la monnaie crédit supprimera l'usure sous quelque forme que ce soit, c'est-à-dire le parasitisme rentier. S'il n'y a plus d'obligations, les actions, qui sont les titres représentatifs des participations actives aux entreprises, subsisteront. Le dividende — quand il y en a — rémunère les risques, la perspicacité, la compétence, l'administration directe de l'actionnaire. Avec Proudhon, je crois qu'on en viendra, un jour, dans un ordre supérieur, avec l'extension et la sécurité du crédit organisé, à ne plus admettre dans les entreprises une

participation de capital sans coopération active de compétence, d'intelligence ou de travail. Ce sera la commandite.

L'ordre économique tend nécessairement à l'élimination progressive de tout parasitisme.

La société, tant que l'étatisme et l'anarchie n'ont point détruit toute sa vitalité, réagit toujours, spontanément, en ce sens. C'est ainsi qu'en Allemagne presque toute la classe moyenne a été ramenée au prolétariat. C'est une des causes, et non la moins efficace, de son rapide relèvement.

Même avant la guerre, le capital dispersé était complètement évaporé en deux ou trois générations. C'était, semble-t-il, la mission qu'assumaient, conjointement avec le fisc, ce qu'on appelait les valeurs de père de famille. Naturellement, depuis la guerre, l'opération s'est faite plus brusquement, et les souscripteurs de fonds russes, les porteurs d'obligations de toute sorte (notamment des chemins de fer) sont à peu près dépouillés. Présentement, ceux du P.-L.-M. ont perdu 91 o/o de leur capital et 88 o/o de leurs revenus, ceux des autres Compagnies et les rentiers français à peu près autant. Il n'est pas besoin d'aller plus loin, car le percepteur, congrûment, raffe le reste.

Il est regrettable que le socialisme ait suivi Marx plutôt que Proudhon.

Le but — l'ordre social positif, incompatible avec un parasitisme trop nombreux — est le même pour tous ceux qui ont le sens humain. Mais, comme le dit Comte, « l'erreur des communistes est de vouloir changer le mode d'acquisition de la propriété au lieu d'en régler l'exercice ». C'est aussi, en politique, l'erreur fondamentale de la démocratie. Au lieu de disputer stérilement sur la possession d'un pouvoir quelconque, il convient de chercher à en régler le sage et utile emploi.

Il le faut reconnaître, il n'y a rien à répondre à la

critique socialiste des abus de la richesse « anonyme et vagabonde », déliée de toute responsabilité et même de toute socialité. Écoutez Proudhon :

« Saisie d'une fièvre de spéculation agioteuse, avide de concessions, de subventions, de privilèges, de primes et de monopoles, la bourgeoisie a considéré la fortune publique comme une proie qui lui était due; l'impôt, comme une espèce particulière de son revenu; les grands instruments du travail national, chemins de fer, canaux, usines, comme des gages de son parasitisme; la propriété, comme un droit de rapine; le commerce, l'industrie, la banque, comme des façons naturelles d'exploiter le peuple et de pressurer le pays. A force de prelibations, d'anticipations, de réalisations, d'usures, d'escomptes, elle donne au monde le spectacle d'un débauché qui, au lieu de faire valoir en bon père de famille l'héritage de ses ancêtres, améliorant le fond et ne consommant qu'une partie du revenu, dévore tout en voyage. »

Les socialistes n'ont pas moins raison quand ils constatent que l'impôt, sous quelque forme que ce soit, ne saurait être qu'un prélèvement sur le produit du travail. Ainsi, toutes les combinaisons imaginées par les politiciens démagogues, surtout socialistes — ô logique ! — n'aboutissent, en fin de compte, qu'à rendre la perception plus onéreuse et plus vexatoire pour certaines catégories de contribuables, l'impôt plus lourd pour le travail et le rendement moindre.

Le parasitisme épuise autant le capital que le travail.

Ce sont l'usure et la rente qui entretiennent le paupérisme, qui justifient toutes les malédictions et les révoltes des Justes, qui s'opposent à l'incorporation du prolétariat à la société.

La promesse d'une rente perpétuelle est un mensonge et une escroquerie. La conséquence en est toujours, inéluctablement, la banqueroute atténuée de l'inflation ou la banqueroute brutale. Si l'État devait payer à ses innombrables créanciers l'intérêt qu'il leur a promis, le produit du travail national y suffirait à peine. Et il n'y

aurait plus de travail, comme je l'ai déjà dit, car presque tous les Français seraient rentiers. Il n'y aurait non plus de capital, car le capital extrêmement dispersé cesse d'être administré et de se reproduire pour être dépensé, détruit.

C'est le funeste système des emprunts et non la monnaie crédit qui est anticapitaliste. Une monnaie abondante développe la puissance productive du capitalisme. Extirper les abus d'un système, ce n'est point détruire le système, c'est le dégager de ses entraves, l'assainir et donc le vitaliser.

Comme l'enseignaient les Pères de l'Église, il est désirable, il est nécessaire désormais que les échanges ne se fassent qu'« entre valeurs réelles et services réels ». Or les lois les plus rigoureuses, les répressions les plus féroces et même, aux temps de foi, la menace de la damnation éternelle n'ont pu supprimer l'agio et l'usure. Il y faut la monnaie fiscale qui ne permet ni la thésaurisation, ni l'accaparement.

En ce qui concerne les capitaux passifs, c'est-à-dire l'argent usurier et rentier, je ne propose point, comme les cartellistes, la confiscation violente, et je répondrai ce que Proudhon répondait là-dessus à Bastiat : je ne m'attarde point à discuter le « droit » métaphysique du rentier et de Shylock à un intérêt (fût-ce la livre de chair humaine) de leur argent ; mais j'entrevois un ordre social qui éliminera naturellement ces sangsues.

M. Maurice Ajam voit très bien ce que veulent les Américains et l'insupportable tyrannie de la Bêtise qu'ils prétendent imposer au monde, à une civilisation qui leur est supérieure à tous égards, par son passé, par ses œuvres et par son âme. Mais alors?.. Je le lui demande. Comment un Français peut-il envisager de se résigner à subir cette dégradante subordination ? Et si l'on accepte l'hégémonie de l'or, il faudra bien souffrir, de gré ou de force, l'hégémonie du peuple qui détient le sacro-saint métal.

Le système de la monnaie fiscale est « parfait théoriquement », veut bien reconnaître mon courtois adversaire. Un théoricien, vraiment, ne saurait demander plus. Mais j'imagine que, si la raison humaine n'est pas un leurre, toute « théorie parfaite » doit préparer une « pratique féconde ».

Surtout quand elle a les circonstances pour elle. Et l'implacable nécessité qui ne se soucie point des profits de la haute banque et du misonéisme des foules.

Pour maintenir, contre toute raison, la monnaie métallique, la France acceptera-t-elle de subir la suzeraineté de la bancocratie anglo-américaine, de payer tribut, de se renoncer? Voilà la question.

Sans doute, la monnaie crédit sera d'abord intérieure, surtout si elle est fiscalisée. Mais, et dans un précédent article j'ai déjà répondu à l'objection, cela ne gênera d'aucune manière les importations et exportations qui doivent, pour la France, se compenser à peu près. Tout se passant en écritures, il n'importe que les chiffres inscrits expriment des livres, des francs, ou des dollars. L'essentiel, pour nous, c'est de refuser le métal or dont le prix réel est ridiculement surfait et dont nous n'avons pas besoin.

Nous n'avons à dépendre des États-Unis que dans la mesure où ils dépendent de nous pour nos articles d'exportation. Au surplus, hormis le pétrole et le coton (1), la France peut très bien produire les marchandises que cite M. Ajam, et nous les produirons aisément quand on dansera moins et qu'on travaillera plus, c'est-à-dire quand il y aura moins de fonctionnaires, de rentiers, de fils à maman, de boutiquiers, de boursicotiers et de

(1) Le coton, au surplus, peut-être avantageusement remplacé par les autres textiles que produit la France et ses colonies. Même les peuples producteurs de coton ont tendance à renoncer à cette culture trop onéreuse et laborieuse; à tout le moins, comme l'Égypte menacée de famine, ils la limitent.

docteurs ès-combines. Quant au pétrole et au coton, l'Amérique n'a pas moins besoin de les vendre que nous de les acheter. Si elle essaye du bluff, il n'y a qu'à savoir faire ce que font les ouvriers grévistes, c'est-à-dire se priver un peu, s'il le faut, pour résister au chantage spoliateur.

Quoi qu'il en soit, tout numéraire qui est réel, c'est-à-dire qui est un titre d'échange effectif, devient nécessairement international. Or la monnaie crédit est un titre d'échange plus exact, plus stable, moins défectueux que la monnaie marchandise.

M. Maurice Ajam croit à la reprise du franc or. Depuis, j'imagine que l'exemple de la Pologne et de la Belgique l'aura instruit. On voit mieux à quel prix désastreux pour la prospérité et l'indépendance nationales nous devrions payer la « stabilisation » et l'« assainissement » de notre monnaie métallique.

*Il faut séparer l'économique du politique.* Non seulement il est naïf de faire confiance — ne serait-ce que financièrement — à un État démocratique, discontinu, incohérent, irresponsable et démagogique ; mais encore, désormais, étant donnée la croissante complexité des rouages sociaux, à tout autre État, s'il en est qui ne soit pas encore contaminé par le virus léthifère.

S'il avait disposé des énormes budgets qui sont aujourd'hui tripotés par un ramas inconsistant et passant de politiciens irresponsables, le meilleur des rois qui ont régné sur la France, fût-il secondé par un Sully, un Richelieu, un Mazarin ou un Colbert, n'eût pu éviter la gabegie et eût gouverné par la corruption plutôt que par l'autorité. Car celle-ci est moins aisée que celle-là, et c'est la pente de l'homme de préférer la facilité.

Voici le fait. Les États-Unis, présentement, détiennent plus de la moitié de tout l'or du monde. Par là, ils sont en voie de devenir les maîtres de l'économie planétaire et, en conséquence, ils aspirent déjà, présomp-

tueusement, à l'impérialisme politique. C'est d'eux qu'on peut dire ce que Metternich disait des « hommes d'argent, véritables cosmopolites » : ils « assurent leurs profits aux dépens de tout ordre de choses quelconque ».

C'est le développement de cette terrible maladie ploutocratique, et non une énergique réaction vitale, qui doit nous faire redouter les « désordres », les « émeutes » et les « désespoirs » qu'évoque M. Ajam.

Même si, par lâcheté insigne, nous acceptons de sacrifier la civilisation occidentale à une superstition grotesque, cela ne pourrait durer. Aucun empire temporel universel n'a pu se constituer. Pour l'honneur de l'humanité, ce n'est pas celui de l'argent qui pourra réussir où Alexandre, César et Napoléon ont échoué. Mais cela s'écroulera dans d'effroyables bouleversements de boue et de sang...

La révolution que déterminera l'instauration d'une monnaie crédit, nationale d'abord, européenne ensuite, comme toute révolution d'ordre, pour profonde qu'elle soit, s'effectuera avec moins de souffrances et de violences.

Il est vraiment curieux de voir qu'en général l'esprit conservateur s'attache à l'aspect des choses sociales ou aux éléments perturbateurs beaucoup plus qu'à ce qui est essentiel et fondamental. Ce que dit M. Ajam de la retraite et de la constitution familiale en est un curieux exemple. Il s'inquiète de ce que deviendront, dans un système excluant le parasitisme, les malheureux rentiers devenus vieux. Eh bien ! Rien de pire que ce qu'ils deviennent maintenant avec la banqueroute par étapes et le fisc déchaîné. Mais la monnaie crédit sera de plus un facteur d'ordre. Elle contribuera donc à reconstituer la famille protectrice, et c'est dans la famille, par la famille que les enfants, les malades, les infirmes et les vieillards doivent être secourus normalement, efficacement.

Il faut se résigner aux conséquences de l'anarchie ou revenir au bon sens.

Étant positiviste, M. Ajam ne devrait pas oublier la distinction comtiste de la sociologie statique et dynamique, et mieux discerner ce qui est modifiable de ce qui ne l'est pas. Ainsi s'effraierait-il moins d'une révolution monétaire et s'inquiéterait-il davantage de la dissolution de la famille.

La monnaie métallique ne remonte pas à trois mille ans. La famille est de toujours. Elle constitue la cellule vivante de l'organisme social. C'est à la famille que s'applique le précepte de Pierre Laffitte : « Tout ce qui a duré a été nécessaire. » Non à des contingences financières.

L'économique de l'antiquité n'était pas celle du moyen âge qui n'était pas celle d'aujourd'hui. Il lui faut un autre outillage, d'autres directions.

Ayant parfaitement indiqué les institutions qui sont inhérentes à toute société humaine et auxquelles il ne faut pas toucher, même « d'une main tremblante », sinon pour les consolider, la famille par exemple, Auguste Comte a écrit :

« Les économistes ont méconnu radicalement la tendance de l'ordre naturel à devenir de plus en plus modifiable à mesure qu'il se complique davantage. Toutes nos destinées actives reposant sur une telle notion, rien ne peut excuser le blâme doctoral que la métaphysique économique oppose à l'intervention continue de la sagesse humaine dans les diverses parties du mouvement social. Les lois naturelles auxquelles ce mouvement est, en effet, assujéti, loin de nous détourner de le modifier sans cesse, doivent, au contraire, nous servir à y mieux appliquer notre activité, qui s'y trouve à la fois plus efficace et plus urgente qu'envers tous les autres phénomènes. »

Je n'ai pas à m'arrêter sur la confusion que fait M. Ajam en se refusant d'admettre que le propre de la monnaie crédit est d'épanouir prodigieusement le crédit. Je ne retiens que cette constatation : maintenant, *l'or est disparu*. Ce n'est plus que le fantôme d'une fiction.

M. Ajam soutient encore que tous les capitaux sont actifs. Je crois avoir montré que c'est une erreur. Il n'y a qu'à regarder. L'argent dispersé, ce n'est même plus du capital ; les milliards confiés à l'État, c'est du capital mort ou plutôt du capital vampire du travail.

Sans doute, il est chimérique d'espérer la suppression complète des « inutiles, prodiges, demi-fous et fripouilles » ; mais il est sage de préparer un ordre social qui les contiendra et empêchera leur pullulation. La perfection n'est jamais atteinte, mais le perfectionnement reste néanmoins le seul but qui vaille d'être poursuivi.

Ce n'est pas décréter l'ascétisme obligatoire que d'établir la nécessité du travail productif en le libérant de tout prélèvement parasitaire, puisqu'il en doit résulter l'abondance et donc la prospérité générale.

« Optimiste impénitent », comme il dit, mon contradicteur imagine que « la situation matérielle des ouvriers manuels s'est largement améliorée. Ils satisfont, de toute évidence, plus de besoins qu'avant la guerre ».

Voire. Ils dépensent nominale<sup>ment</sup> et même réellement plus : ce n'est pas la même chose. La vérité, c'est qu'ils se nourrissent moins bien et se logent plus mal, c'est qu'ils ont moins de besoins spirituels, c'est qu'ils s'abrutissent. Le taudis indique que l'étalon de vie s'est plutôt abaissé. M. Ajam impute le taudis aux maladroit<sup>es</sup> interventions législatives ; mais l'ouvrier n'a-t-il pas poussé à ces interventions pour avoir à payer moins de loyer ? C'est donc qu'il préfère consacrer son argent aux imbéciles ostentations vestimentaires, aux grossiers spectacles, à la nouba, ou à l'épargne qui lui permettra d'accéder quelque jour au paradis des rentiers.

S'il suffisait de se réfugier dans un béat optimisme pour que tout aille bien, qui ne serait optimiste ! Mais nous vivons en des temps cruels, et un pessimisme lucide, déterminant une action énergique, est plus efficace que les litanies auto-suggestives de M. Coué : « Je vais de mieux en mieux », ou celles des politiciens au lendemain de l'Armistice : « le Boche paiera »...

G. D.

## ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

---

### SOTTISE ACADEMIQUE

En recevant à l'Académie française M. Émile Picard, M. Marcel Prévost a prononcé ces paroles mémorables ;

« Eh bien ! à mesure qu'elle se développe, la science tend à devenir plus objective, c'est-à-dire dépendant beaucoup plus des faits observés que des déductions issues de nos concepts. D'où l'erreur de ceux qui croient que la science résoudra quelque jour les énigmes de l'univers. Elle en accroîtra plutôt le nombre. Et il faut avoir la médiocre culture scientifique d'Auguste Comte ou de Renan pour imaginer un état définitif et statique de la science. La science ne s'arrêtera jamais de poursuivre un objet qui est situé à l'infini, et il est aussi puéril de parler de sa faillite que de son achèvement. »

Ne nous frappons pas. Il appartient vraiment à un érotologue aussi éminent, ancien élève de l'École polytechnique par surcroît, de juger ainsi, de haut, définitivement, l'auteur des *Cours de philosophie positive* et du *Système de politique positive*, le fondateur de la sociologie, qui, à vingt-sept ans, réunissait à son cours les premières têtes scientifiques et philosophiques de l'Europe. Car, il le faut bien reconnaître, Comte ne recevait pas ces *Lettres de femmes* dont la publication a fait la fortune de M. Marcel Prévost, et sa culture scientifique était lamentablement médiocre en ce qui concerne l'âme grand-sympathique et vagino-vulvaire des *Demi-vierges* et des *Don Juanes*.

## LES « BIZARRERIES » DU CRITIQUE

M. Paul Souday, qui fait dans *le Temps*, n'est pas encore de l'Académie. Il espère en être. Il en sera. Il s'évertue pour cela. Aussi loue-t-il le « très beau discours » de M. Marcel Prévost, qui est une voix votante d'Académie. Il en sera, vous dis-je.

Néanmoins, sur le passage de ce discours cité plus haut, il fait une timide réserve :

« Pourquoi, écrit-il, refuser à Auguste Comte et à Renan le nom de savants ? Comte fut répétiteur ou examinateur à l'École d'où sort M. Marcel Prévost. Renan, spécialiste en philologie sémitique, était agrégé de philosophie et avait donc de tout des clartés assez vives. Et il est exact que Comte avait des théories bizarres sur la limitation des recherches scientifiques, mais non point Renan, qui n'a parlé quelquefois dans sa jeunesse de science parfaite que dans un sens en quelque sorte psychologique et poétique, sans croire que la science fût près de s'achever ni surtout sans songer à lui poser des bornes. »

On le voit, en critique littéraire qui sait son métier, M. Paul Souday a un critère. Comme il apprécie les ouvrages aux chiffres de leurs éditions, il estime le savoir et le talent des auteurs à leur titres et à leurs grades universitaires. C'est commode, infaillible, et, ce qui importe, cela ne contrarie pas le succès. De son vivant, Comte eut à peu près, pour chacun de ses ouvrages, une trentaine de lecteurs, et il ne garda pas longtemps sa place de répétiteur et surtout d'examineur à l'École polytechnique.

M. Paul Souday s'est donné un air. Au fond, il est tout à fait de l'avis de M. Marcel Prévost. Il en remet même, en parlant « des théories bizarres sur la limitation des recherches scientifiques ».

Ce qui est plus que bizarre, c'est l'outrecuidance du critique et son invraisemblable incompréhension philosophique.

La classification des sciences établie par Comte implique la limitation de chaque partie. Toute véritable science tend à une définition, et donc à une limitation. La confusion convient mieux, sans doute, à la métaphysique anarchique ; mais le positif, c'est l'ordre. Et d'abord dans la pensée.

En dénonçant les « abus intellectuels dépravants » auxquels aboutit « un misérable esprit de détail qui tend à détruire les vues d'ensemble », A. Comte a montré que toute synthèse objective, c'est-à-dire purement scientifique, est chimérique. Le scientisme absolu est une rétrogradation mentale, car, en dépit de son appareil expérimental des laboratoires, il s'inspire bien plus du réalisme des scolastiques que de l'esprit positif toujours essentiellement relativiste.

« La saine philosophie, dit A. Comte, représente toutes les lois réelles comme construites par nous avec des matériaux extérieurs. Appréciées objectivement, leur exactitude ne peut jamais être qu'approximative. Mais, étant destinées à nos seuls besoins, surtout actifs, ces approximations deviennent pleinement suffisantes, quand elles sont bien instituées d'après les exigences pratiques, qui fixent habituellement la précision convenable. Au delà de cette mesure principale, il reste souvent un degré normal de liberté théorique, dont nous devons sagement user pour mieux satisfaire nos pures inclinations mentales, d'abord scientifiques, puis même esthétiques... Par exemple, la loi newtonienne de la gravitation ne convient pas mieux à toute distance que la loi de Mariotte à toute pression. Elles fournissent pourtant des bases légitimes, l'une à notre mécanique céleste, l'autre à la théorie mathématique de nos gaz. Sans cette continuité subjective, leur usage rationnel deviendrait presque illusoire. »

C'est de l'admirable synthèse subjective que procèdent donc les « théories bizarres », mais lumineuses et fé-

condes, dont parle M. Souday sans y rien comprendre. Un des principes de bon sens dont elles s'animent, c'est que ce que l'homme ne peut connaître, il n'a point besoin de le connaître. Mais que les journalistes y prennent garde, ce n'est pas là du pragmatisme ni de l'utilitarisme. La philosophie positive s'élève bien plus haut, aussi haut que l'esprit peut monter subjectivement sans perdre sa base objective. A. Comte ne condamne nullement les recherches désintéressées, comme peut l'imaginer un Paul Souday repassant ses fiches. Au contraire. Il n'estimait que celles-là.

« Les applications, dit-il, les plus importantes dérivent constamment des théories formées dans une simple intention scientifique et qui, souvent, ont été cultivées pendant plusieurs siècles sans produire aucun résultat pratique ». Rappelant « les travaux si purement théoriques d'Archimède et d'Apollonius », Comte cite Condorcet : « Le matelot qu'une exacte observation de la longitude préserve du naufrage doit la vie à une théorie, conçue deux mille ans auparavant, par des hommes de génie qui avaient en vue de simples spéculations géométriques. »

Voilà ce que M. Paul Souday, qui admire le génie en fleurs des jeunes dadas et surréalistes, appelle les « théories bizarres » d'Auguste Comte.

### CHANGEMENT DE RUBRIQUE

L'« anthologie de la Bêtise » finit ici. Ce n'est point que le sujet soit épuisé. On ne l'abandonne pas. Mais, désormais, il sera traité dans une « revue des opinions, des faits et des idées » qui remplacera cette rubrique trop spéciale.

Si, malheureusement, dans notre effroyable gâchis, ce sont surtout les *opinions* imbéciles, les *faits* calamiteux et les *idées* délétères qui l'emportent de beaucoup,

on ne laissera pas de signaler aussi, ce qui est sensé,  
réconfortant et salutaire.

En opposant un pessimisme lucide à un optimisme  
aveugle, il convient de fortifier les raisons d'agir, d'es-  
pérer dans l'action.

G. D.

## LES LIVRES QUI FONT PENSER

*Spartacus*, par Urbain GOHIER, un vol. in-16, de 187 p. (hors commerce).

Ce drame de la révolte ferait un beau spectacle. Même au cinéma. Mais *Paris-voyeur* ou *Quel beau nu!* attirent mieux les chastes dollars et les pudibondes livres sterling...

Spartacus ? Sylla ? — Dans le chaos présent, un politique positiviste sera pour Sylla, débauché, despotique, cruel même, mais restaurateur des institutions d'ordre. Le héros de M. Urbain Gohier est le gladiateur révolté auquel il prête d'anachroniques aspirations d'affranchissement universel. Alors, l'œuvre de l'esclavage, qui fut de discipliner l'homme au travail régulier, n'était pas achevée.

Comme Jugurtha, Spartacus était un Numide. Or, depuis 2.000 ans, l'âme de ce peuple, malgré les brassements de races, les bouleversements politiques et religieux, n'a pas changé. Ce sont nos turbulents Berbères de Kabylie et du Maroc. Ce n'est pas la liberté qu'ils aiment ; mais guerroyer et piller. Ils ne se groupent que pour se battre. Dès que la bataille est terminée et emporté le butin, les Confédérations de tribus se désagrègent. Ces fétichistes n'ont pu concevoir encore l'idée de nation constituée, d'État. Leur unité politique la plus large, c'est l'association de familles. L'humanité n'a donc aucun sens pour eux.

Ainsi, le Spartacus de M. Gohier n'est pas seulement anachronique, mais encore purement imaginaire. Il n'importe, d'ailleurs, puisque c'est une belle figure. Et puis, dans la veulerie générale d'une déj uescence anarchique, quand les Français subissent sans résistance, sans protestation la tyrannie d'une politique objecte, les appels d'énergie à la dignité d'homme, pour romantiques que soient ceux que fait entendre M. Gohier, sont un tonique stimulant.

Mais plus impressionnant que ce drame de théâtre est celui qu'évoquent les quelques pages de la préface.

Parce que, il y a plus d'un quart de siècle, M. Urbain Gohier m'attaqua vilainement et coopéra ainsi avec Caliban, trop efficacement, à la désagrégation d'une œuvre de vraie liberté spirituelle et de réforme intellectuelle et morale ; parce

qu'il fut souvent injurieux pour des hommes que j'aime et qu'un « vieux Français » surtout devrait honorer ; parce que, parce que... je ne lui refuserai pas la vérité qu'on doit à tous ceux qui prétendent à conseiller, à instruire et à diriger. Impartialement. J'estime qu'il ne faut taper fort que lorsqu'on frappe juste.

Mais ce serait ne rien comprendre, et donc méjuger que de ne pas voir que ces côtés troubles et malsains qui inquiètent sont l'expression et peut-être la condition d'un tempérament qui a, par d'autres aspects, sa grandeur.

L'indépendance est la vertu essentielle de l'esprit. J'entends l'indépendance du temporel et des faveurs qu'il prodigue : argent, places, « honneurs », publicité, renommée, « immortalité » viagère, etc.

L'esprit qui s'asservit se renonce.

C'est ce fier désintéressement, cette indépendance que j'apprécie hautement chez M. Urbain Gohier, plus encore que son talent. Car on peut compter sur les doigts d'une seule main les écrivains qui ne se prostituent point aux forces de l'État, aux puissances d'argent ou au nombre dispensateur du succès.

Malheureusement, ce polémiste veut pousser cette indépendance jusqu'au point où elle n'est plus que la négation de tout ce qui n'est pas soi-même. Et il en vient dès lors à n'être plus que le jouet incohérent de ses humeurs. Ce n'est pas être « capitaine de son âme », ô Gohier ! que de ne pouvoir contenir les impulsions des instincts présociaux.

La révolte insensée contre les propres lois de l'esprit et le but d'humanité qui l'anime n'aboutit point à l'affranchissement, mais à l'impuissance et à la négation.

Il se veut libre. Noble propos. Mais c'est en se liant volontairement à ce qui nous émancipe des contraintes et de nous-mêmes qu'on s'assure les plus grands pouvoirs de la liberté. Obéir, et d'abord aux lois de l'esprit, aux exigences de l'action disciplinée pour réaliser l'idéal, c'est le seul usage de la liberté qui ne détruise pas la liberté. La liberté absolue de l'individu n'est qu'une pernicieuse chimère romantico-métaphysique. Son point culminant, comme l'a vu Dostoïewski, est le suicide.

G. D.

# TABLE DES MATIÈRES

Septième série. — 1<sup>er</sup> volume.

## N° 1. — Mars 1925.

	Pages.
Ce que nous proposons aux lecteurs que nous choisirons. . . . .	I
Apologie de la vie chère . . . . .	11
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : Préambules; l'imbécillité morale; frère il faut moult rire! le règne de la Bête; le « Club des habits noirs » et « le désert en smoing » : le bonheur par l'essence . . . . .	29
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Manuel de politique musulmane</i> , par UN AFRICAÏN; <i>Pour comprendre l'art musulman dans l'Afrique du nord et en Espagne</i> , par P. RICARD . . . . .	39

## N° 2. — Avril 1925.

La réaction qui s'impose . . . . .	49
Le mensonge du pacifisme . . . . .	54
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : Invocation; nos pacifistes; bolchéviki et bourgeois; fiscalâtrie . . . . .	64
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>La morale positive et le bonheur</i> , par P. GRIMANELLI . . . . .	77

## N° 3. — Juin 1925.

De quelques vertus du bolchévisme . . . . .	81
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : Étiologie; les principes de l'assassinat démocratique; socialisme anglais; l'impôt métaphysique; l'imbattable « cartel » . . . . .	89
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Principes de dynamique monétaire</i> , par ALBERT DESPAUX; <i>Précis d'histoire du Gévaudan rattachée à l'histoire de France</i> , par A. GRI-	

	Pages
MAUD et M. BALMELLE; <i>Marco Polo</i> , par GABRIEL BONVALOT.....	98

N° 4. — Août 1925.

Inflation organisée ou banqueroute.....	113
Pourriture de Presse.....	128
gogique.....	130
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : La votomanie ; le vote des femmes ; les enfants politiciens ; littérature déma-	
Un Zoile : M. Ernest Seillière.....	138
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Une élection</i> , par GEORGES OUDARD ; <i>Au pays des berceaux vides</i> , par ÉMILE BOCKQUILLON.....	151
René Quinton.....	155

N° 5. — Octobre 1925.

La France polluée, spoliée, assassinée.....	161
La monnaie fiscale.....	176
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : La Christian science ; un bon petit plan ; les ahuris ; verbalâtrie.....	181
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>La restauration de l'empire bismarckien</i> , par PIERRE LAFUE ; <i>Les protestants devant la patrie</i> , par NOEL VESPER ; <i>Les grandes aberrations de l'amour romantique</i> , par LOUIS ESTÈVE ; <i>Les rois de la République</i> , par E. GUEYDAN.....	194

N° 6. — Décembre 1925.

Le péril or.....	201
La monnaie fiscale. II.....	211
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : La compétence des mamamouchis ; le divorce et l'imbécillité aux États-Unis ; pour n'obéir qu'à la Bêtise-dollar ; la mode de cet hiver ; les immuables ; le miracle de l'optimisme oratoire.....	221
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Mysticisme juridique et mysticisme social</i> , par PIERRE LACROIX ; <i>Le syndicat des Églises et la synthèse des religions</i> , par JEAN IZOULET ; <i>Le Maroc de demain</i> , par PAUL MARTY ; <i>La morale des affaires</i> , par A. ARNOU.....	226

N° 7. — Février 1926.

	Pages
Sur la démocratie.....	233
La monnaie fiscale. III.....	243
Pourriture de Presse.....	255
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : Panmuflisme ; un succès du Club des habits noirs ; littérature.....	256
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>La souveraineté de l'État et le droit international</i> , par LOUIS LE FUR ; <i>Protocoles des sages d'Israël</i> , etc.....	259

N° 8. — Mars 1926.

La grande misère de ce temps.....	265
La propagande boche : les Appels « aux consciences »..	275
Lettre d'un Américain.....	286
Les grandes Compagnies.....	293
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : La bêtise des scélérats ; wagon-dancing ; comment on tue les grands esprits. . . .	297
Une réforme électorale : le contribuable électeur. . .	299
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Enquête sur le problème Juif</i> , par RENÉ GROOS, etc.....	301

N° 9. — Mai 1926.

A nos lecteurs et amis.....	305
La monnaie fiscale. IV.....	308
ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE : Sottise académique ; les « bizarreries » du critique ; changement de rubrique.	
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Spartacus</i> , par URBAIN GOHIER, etc.....	340
Table des matières.....	342

M. 1111

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les Œuvres complètes d'Auguste Comte, Pierre Laffitte et Georges Deherme. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

---

**Le Positivisme intégral.** Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de viii-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

---

## PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

---

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3<sup>e</sup> édition. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Em. Blanchard)... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Em. Blanchard)... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5<sup>e</sup> éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50